

BM : "L'aide financière accaparée par les élites" dans 22 pays dont le Burundi

@rib News, 24/02/2020 – Source France 24 De la Banque mondiale aux paradis fiscaux, "l'itinéraire" de l'aide financière Une étude, publiée mardi [18 février 2020], avance qu'environ 5 % de l'aide financière fournie par la Banque mondiale aux 22 pays qui en dépendent le plus se retrouvent dans des paradis fiscaux. Un rapport qui soulève la controverse au sein de l'organisation internationale.

À quel point l'aide financière fournie par la Banque mondiale aux pays les plus pauvres se retrouve-t-elle détournée dans des paradis fiscaux ? C'est précisément l'objet d'une étude, mise en ligne mardi 18 février par la Banque mondiale, qui agite la vénérable institution financière depuis le début du mois. Tout a commencé par l'annonce, le 5 février, d'une mission de Penny Goldberg, économiste en chef de la Banque mondiale, qui n'a occupé que quinze mois. Penny Goldberg a affirmé, dans un message adressé à ses collègues consultés par France 24, qu'elle voulait reprendre son travail de recherche à l'université de Yale. Mais le magazine *The Economist* a suggéré une autre raison d'être de Penny Goldberg : elle aurait été agacée que la publication d'une étude, soumise par trois départements de recherche de la Banque mondiale (sous son autorité) en décembre 2019, a été bloquée par des responsables, note le magazine, citant des sources informées. Du Burundi, de l'Afghanistan à la Suisse ou à Singapour, une interprétation contestée par la Banque mondiale qui assure, dans un communiqué, que le travail des économistes méritait d'être pris en compte sur plusieurs points. La version révisée, publiée par la Banque mondiale, répond à ces commentaires faits pendant le processus de relecture, note le communiqué. L'organisation internationale, en outre, son soutien à des recherches indépendantes, évaluées par les pairs, sur des sujets importants comme les flux financiers illicites n'est pas en cause que l'article des économistes n'a été mis en ligne qu'une fois la polémique bien installée. L'étude, intitulée "L'aide financière accaparée par les élites", le document de 45 pages daté de 2019, lorsque la Banque mondiale prêtait d'importantes sommes aux 22 pays les plus dépendants de l'aide financière - dont le Burundi, l'Afghanistan ou encore la Suisse ou le Luxembourg. Le problème de la corruption n'est pas nouveau pour la Banque mondiale et une importante littérature souligne déjà à quel point elle peut nuire à l'efficacité de l'aide financière internationale. Mais les auteurs donnent aussi, pour la première fois, une estimation chiffrée de la part de ces fonds avancés par l'institution internationale puis transférés dans des paradis fiscaux. Ils estiment qu'en moyenne, 5 % de l'aide financière fournie se retrouve dans des comptes off-shore. Cette fuite des capitaux au profit des plus riches atteindrait même 15 % pour les sept pays qui dépendent le plus de l'aide de la Banque mondiale (Burundi, Guinée-Bissau, l'Afghanistan, Malawi, Sierra Leone, Ouganda, Mozambique). L'estimation a minima. Les économistes soulignent aussi que l'ampleur de la capture de cet argent par une petite minorité pourrait être bien plus importante. Ces taux représentent une estimation a minima car l'étude ne prend en compte que les transferts vers des comptes off-shore, sans intégrer les possibles dépenses en immobilier ou en biens de luxe, remarquent les auteurs du document. Ils reconnaissent cependant que leur constat n'est pas une preuve de cause à effet. Ils ont simplement constaté une forte augmentation des dépenses d'argent de ressortissants des pays bénéficiaires de l'aide financière de la Banque mondiale dans des paradis fiscaux les trimestres où l'institution bloquait des fonds. Pour ce faire, ils ont compilé les données disponibles sur les transferts d'argent vers les principaux centres financiers de la planète. Mais, même s'il existe d'autres explications, ils estiment que l'hypothèse d'un détournement de l'aide internationale par les élites de ces pays est l'explication la plus probable. Le constat est pour le moins gênant pour la Banque mondiale, estime le *Financial Times*. Au moment où les débats sur la croissance des inégalités font rage, cette étude laisse entendre qu'une organisation qui a pour vocation d'améliorer la situation économique dans les pays en développement, participe peut-être, sans le savoir, à exacerber le fossé entre les riches et les plus pauvres, souligne le quotidien financier britannique. Surtout, l'étude montre que les efforts de la Banque mondiale peuvent s'avérer futiles, poursuit le *Financial Times*. Elle n'a, en effet, pas les moyens humains et logistiques pour assurer qu'une partie de l'argent prêté ne se retrouve pas sur des comptes en Suisse, très loin des populations qui en ont le plus besoin.